La déclaration sur les « circonstances extrêmement limitées »

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a consulté sur le cadre d'agrément de la partie 9 en février 2022, puis sur les exigences détaillées en octobre 2024, la seconde consultation ayant été close le 4 novembre 2024. Elle a publié sa réponse à cette seconde consultation le 30 mai 2025, accompagnée des Financial Services and Markets (Digital Token Service Providers) Regulations 2025 et de huit Notices, toutes applicables à compter du 30 juin 2025.[1] La réponse précisait que la MAS ne prévoirait aucun régime transitoire. Toute personne relevant de la partie 9 qui ne détenait pas de licence au 30 juin 2025 devait suspendre ou cesser l'activité réglementée à cette date.

Le délai d'un mois entre la publication des règles définitives et leur entrée en vigueur a suscité l'inquiétude du secteur. Le 6 juin 2025, la MAS a publié une clarification.[2] Celle-ci comportait trois points. Premièrement, la partie 9 ne concerne que les personnes qui fournissent des services sur jetons numériques à des clients situés hors de Singapour. Elle ne touche pas les personnes déjà agréées ou exemptées au titre du Payment Services Act, du Securities and Futures Act (SFA) ou du Financial Advisers

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Act 2001 pour la même activité. Les personnes qui servent des clients singapouriens au titre de ces lois ne sont pas concernées et peuvent continuer à servir également des clients à l'étranger. Deuxièmement, la MAS a déclaré qu'elle n'accorderait en général pas de licences au titre de la partie 9 et qu'elle ne le ferait que dans des « circonstances extrêmement limitées ». La raison invoquée était qu'un prestataire dont tous les clients se trouvent à l'étranger présente des risques accrus de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, alors que la MAS ne peut pas surveiller efficacement son comportement envers ces clients.[3] Troisièmement, une personne physique employée par une société étrangère qui fournit des services sur jetons numériques à l'étranger n'a pas besoin de licence du seul fait de cet emploi. L'employeur peut néanmoins devoir examiner si les activités de son salarié à Singapour le font entrer dans le champ des lois principales.

Certains articles de presse ont présenté cette déclaration comme un revirement. Ce n'en était pas un. La MAS avait indiqué dans sa réponse à la consultation de 2022 qu'elle se montrerait restrictive dans l'octroi de licences au titre de la partie 9. La déclaration de juin 2025 a appliqué cette position à la population d'entreprises qui s'était développée entre-temps. Ce qui a changé, c'est la perception du secteur, dont de nombreux acteurs avaient supposé que la partie 9 offrirait une voie d'agrément à la plateforme mondiale battant pavillon singapourien. Elle instaure en réalité une interdiction.

Notes

1. Allen & Gledhill, « Regulatory framework for digital token service providers under Financial Services and Markets Act 2022 in operation on 30 June 2025 », 10 juin 2025, rendant compte de la réponse de la MAS du 30 mai 2025 à la suite d'une consultation close le 4 novembre 2024, des Digital Token Service Providers Regulations 2025 et de l'entrée en vigueur au 30 juin 2025. ↩

2. Allen & Gledhill, « Clarifications on licensing under Part 9 of Financial Services and Markets Act 2022 », juin 2025 : communiqué de presse de la MAS du 6 juin 2025 clarifiant le champ d'application de la partie 9. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. CMS, « Singapore's June 30 Hard Deadline for Crypto Firms Serving Overseas Customers », 26 juin 2025, rendant compte de la déclaration du 6 juin 2025 selon laquelle la MAS n'accordera en général pas de telles licences et attend des personnes concernées qu'elles cessent leurs activités, des licences n'étant accordées que dans des « extremely limited circumstances ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com